

Regards croisés sur les questions migratoires

La question de la migration fait l'actualité. Naufrages en Méditerranée, quotas de migrants, rapatriement des migrants irréguliers, procédures d'asile obligent. Pourtant, si cette question figure à l'ordre du jour des politiques des gouvernements des deux rives de la Mare Nostrum, il n'en demeure pas moins que les priorités, les objectifs et les approches pour mieux gérer cette problématique ne sont pas les mêmes; d'où l'importance des débats qui ont été consacrés à cette problématique par le Comité Migration de l'Internationale socialiste qui a tenu, lundi dernier, une réunion extraordinaire à Rabat.

Paulina Lampska, responsable des relations extérieures du PASOK et ex-conseillère de Papandréou

Ce n'est pas normal que seuls les pays qui se trouvent aux frontières de l'UE se chargent des questions des réfugiés



Libé : Que pensez-vous des « quotas de migrants » dans l'Union européenne ?

Paulina Lampska : En principe, c'est une bonne décision puisqu'elle va permettre de partager le fardeau entre les pays européens et pousser ces derniers à assumer leurs responsabilités face à un problème qui est commun. Ce n'est pas normal que seuls les pays qui se trouvent aux frontières de l'UE se chargent des questions des réfugiés. Mais malheureusement plusieurs pays européens ne comptent pas respecter cette disposition, et c'est d'autant triste de constater que des pays comme la Jordanie qui compte 6 millions d'habitants accueille, à elle seule, deux millions de réfugiés syriens. Donc, on voit qu'il y a deux poids deux mesures.

Qu'en est-il de la situation actuelle des flux migratoires vers la Grèce ?

La Grèce se trouve dans une situation identique à celle de l'Italie même si elle accueille un nombre un peu inférieur de migrants. Nos deux pays ont reçu 230.000 personnes fuyant les guerres et cherchant de la protection internationale. Il reste que le cas de la Grèce demeure moins médiatisé que l'italien bien qu'il s'agisse d'un sérieux problème.

Comment la Grèce arrive-t-elle à gérer ces flux dans un contexte de crise économique ?

La crise économique ne permet pas de mobiliser les fonds nécessaires pour faire face aux flux de plus en plus importants de migrants. Le gouvernement essaie de gérer cette question en respectant la di-

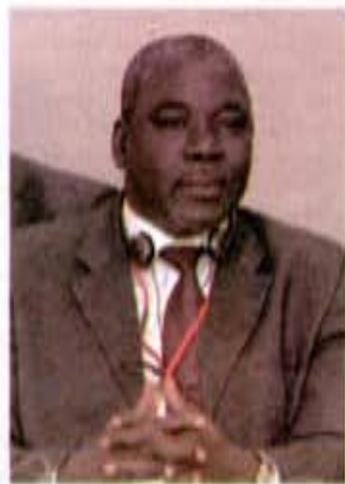
gnité humaine mais il y a des questions pratiques et quotidiennes qui restent insolubles comme c'est le cas pour les centres d'accueil qui souffrent aujourd'hui d'encombrement vu le nombre important d'arrivants.

C'est vrai que l'actuel gouvernement regroupe le parti de la gauche radicale Syriza et celui des Grecs indépendants qui ont une vision totalement opposée de la migration. Cependant, le ministre chargé de cette question essaie de prendre des mesures positives comme celles consistant à rétablir la possibilité d'accorder la nationalité aux enfants des migrants. Une décision qui a été annulée par le gouvernement précédent qui était de droite.

Propos recueillis par Hassan Bentaleb

Abdrahamane Sylla, ministre des Maliens de l'extérieur

La migration, une source d'échanges humains et d'investissements culturels et sociaux



Libé : Quid de la question migratoire au Mali ?

Abdrahamane Sylla : La question de la migration n'est pas nouvelle au Mali qui est un vieux pays d'immigration. Les flux de migrants ont été toujours importants à l'intérieur comme à l'extérieur du pays et il y avait beaucoup d'échanges histo-

riques avec le reste du monde. Aujourd'hui, les Maliens sont présents partout. Ce qui est nouveau, ce sont l'émergence et l'amplification de la migration irrégulière. Un phénomène qui trouve ses racines dans le durcissement des conditions d'accès à l'Europe et la fermeture des frontières.

Le Mali n'échappe pas à ce fléau. Et beaucoup de jeunes Maliens ont péri en Méditerranée ou dans le désert. D'ailleurs, parmi les victimes des derniers naufrages, on trouve beaucoup de Maliens (Ndlr. En avril dernier, le naufrage d'un bateau de fortune en Méditerranée a fait 800 morts par noyade dont plus de 200 Maliens selon des sources officielles et près de 300 d'après d'autres sources).

Comment comptez-vous faire face à cette nouvelle situation ?

Face à ces mutations, le gouvernement actuel a élaboré une politique nationale de migration. Il s'agit d'une approche axée sur deux volets

essentiels, à savoir la gestion des migrations conformément aux normes internationales et la mise en relation



Il ne suffit pas d'avoir un plan d'action, mais il faut aussi avoir des ressources

de la migration et du développement. Notre but est de lutter efficacement contre la migration irrégulière en mettant en place un ensemble de mécanismes à même de favoriser l'investissement de la diaspora, d'organiser la migration légale et d'améliorer la gestion des frontières.

Cette politique nationale de migration prévoit la création de 5.000 emplois directs en plus de la mise en place d'infrastructures de production et de transformation dans les localités de départ, des projets de réinsertion socioéconomique destinés aux Maliens de retour volontaire ou forcé, sachant, que les jeunes diplômés et les désœuvrés constituent aujourd'hui l'essentiel du contingent des candidats à la migration irrégulière et on doit leur donner envie de rester sur place et de ne pas risquer leur vie.

Ne pensez-vous pas que la formule qui consiste à lier la migration au développement a at-

teint ses limites ?

Cette formule n'a pas fonctionné car il n'y avait pas une politique claire en matière de migration ; une politique apte à faire l'analyse des vrais problèmes et à permettre d'adopter un plan d'action efficace. Ceci d'autant plus que la volonté politique ainsi que les moyens financiers pour soutenir les efforts de développement font défaut.

On est conscients qu'il ne suffit pas d'avoir un plan d'action, mais il faut avoir les ressources. Aujourd'hui, les besoins en développement sont estimés à 120 milliards de dollars qu'il faut aller chercher avant de les injecter dans les circuits économiques et attendre qu'ils donnent leurs fruits. Mais nous sommes convaincus que la situation est grave et la volonté politique ne nous manque pas pour faire de la migration une source d'investissements culturels et sociaux via des échanges humains et économiques.

Entretien réalisé par H.B.